

Concertation pour Haïti / Comité d'Actions contre la décision 168-13 de la République dominicaine

Rencontre d'information et de mobilisation

NON aux expulsions des travailleurs haïtiens ou d'origine haïtienne par la République dominicaine

Ils sont 500 000 travailleurs "étrangers" en République Dominicaine, dont 85% sont d'origine haïtienne. Ils constituent une main d'œuvre bon marché qui travaille dans l'agriculture, la construction, le tourisme, le service domestique: ils occupent des emplois dont les Dominicains ne veulent pas parce que les salaires sont très bas et les conditions de travail extrêmement dures. La majorité vit dans une grande pauvreté.

Certains sont nés en Haïti, d'autres sont là depuis deux, trois et même quatre générations. La plupart n'ont pas de documents d'identité, ni d'Haïti leur pays d'origine, ni de la République Dominicaine où beaucoup sont nés. Ils n'ont donc droit à aucun avantage social, à commencer par le droit à l'éducation qui s'arrête après le niveau primaire, non plus qu'à aucune protection sociale. À certains, on avait accordé la nationalité selon le principe de la "loi du sol", reconnu en droit international, pour ensuite la leur retirer par une décision du Tribunal constitutionnel de septembre 2013 (164-13).

En fait, tous sont expulsables à volonté, le nombre d'expulsions variant selon la situation politique entre les deux pays, les intérêts des gouvernements dominicains successifs, la situation économique, **le racisme teintant tous ces facteurs.**

Les expulsions vers Haïti se sont intensifiées depuis 2013. Les opérations sont menées par les corps policiers et l'armée, de

façon brutale, sans préavis. En 2016, selon le GARR (organisation haïtienne Groupe d'appui aux Rapatriés et Réfugiés), 65 566 retours ont été enregistrés aux frontières d'Haïti soit 30 030 expulsions et 35 536 retours volontaires (par crainte des expulsions violentes).

Bien que des mesures aient été prises par les autorités dominicaines pour soi-disant permettre aux personnes concernées de régulariser leur situation, elles sont empreintes de mauvaise foi et de tracasseries: il est évident que le délai qui expire en juin de cette année ne permettra pas cette régularisation et qu'alors, des expulsions massives auront lieu.

D'où l'urgence de la situation.

Une fois en Haïti, ces réfugiés dans leur propre pays se retrouvent dans le dénuement, dans des campements de fortune, n'ayant pour la plupart plus de liens en Haïti.

Souhaitant intensifier le soutien aux Haïtiens et Haïtiennes concernés, la Concertation pour Haïti et le Comité d'Actions contre la décision 168-13 de la République dominicaine organisent une rencontre d'information sur cette question où des façons d'appuyer ces gens menacés seront proposées.

**le mercredi 3 mai à partir de 18h.
au Sant NA Rivé, 6965 rue Saint-Denis, angle Bélanger (métro
Jean-Talon)**

- L'assemblée s'ouvrira avec le film "Citoyens de nulle part", une incursion dans l'histoire et le quotidien pénible et fragile de ces travailleurs et de leur familles. En présence du réalisateur Nicolas-Alexandre Tremblay.
- Frantz Voltaire du Centre International de Documentation et d'Information Haïtienne,

Caribéenne et Afro-canadienne - CIDIHCA relatera brièvement le lourd passé des relations inamicales entre ces deux pays, pourtant voisins sur l'île d'Hispaniola.

- Élise Hansbury de la Clinique internationale des droits humains de l'UQAM nous guidera dans le dédale des mesures juridiques de la République dominicaine à l'encontre de cette main d'œuvre sans statut et sans défense et des recours d'organismes internationaux (ONU, OÉA).
- Ginette Chérubin, ex-ministre de la condition des femmes en Haïti, parlera de l'irresponsabilité du gouvernement haïtien envers ses ressortissants.
- Nous ferons un rappel des nombreuses actions et pressions percutantes et imaginatives entreprises au Québec depuis les années '80 par des organismes tels le Comité pour la Reconnaissance des droits des travailleurs haïtiens en RD, Unissons-nous, le Comité d'Actions contre le décret 168-13, Amnistie Internationale et Concertation pour Haïti.
- Vous serez invités à envoyer des messages aux gouvernements concernés (Canada, Haïti, République dominicaine), les pressant de trouver des solutions qui soient respectueuses des droits les plus élémentaires des personnes visées.